

DOSSIER

AU-DELÀ DES FAITS:

le fact-checking politique au risque de l'entre-soi. Une comparaison France – Brésil



ALEXANDRE JOUX

Aix-Marseille Université, Marseille – France

ORCID: 0000-0003-4886-6949

GISELA CARDOSO TEIXEIRA

Aix-Marseille Université, Marseille – France

ORCID: 0000-0001-8508-5100

DOI: 10.25200/BJR.v20n3.2024.1675

Reçu le : 26 mars 2024

Desk Review en : 30 mai 2024

Rédacteur en Desk Review : Silvio Waisbord et Liziane Guazina

Révisé le : 21 septembre 2024

Approuvé le : 23 septembre 2024

Como citar este artigo: Joux, A., & Cardoso Teixeira, G. (2024). BEYOND THE FACTS: Political fact-checking and the risks of "us against them" journalism. A France–Brazil comparison. *Brazilian Journalism Research*, 20(3), e1675. <https://doi.org/10.25200/BJR.v20n3.2024.1675>

RÉSUMÉ – Le renouveau du *fact-checking* au tournant des années 2000 concerne d'abord la parole politique, qui basculera en partie dans le registre de la « post-vérité » à la fin des années 2010. Confronté au mépris pour les faits et à la désinformation, le *fact-checking* réaffirme l'autorité des journalistes et se présente comme un moyen de favoriser l'émancipation des lecteurs-citoyens, comme le montre le *fact-checking* des débats d'entre-deux tours en France et au Brésil, analysés dans cet article. Les éléments de preuve convoqués installent la méthode journalistique en norme et passent sous silence la dimension narrative du journalisme, celle où se joue la liberté d'expression et la représentation de la diversité des opinions. Entre politiques et journalistes, entre lecteurs convaincus et publics éloignés, un « nous versus eux » émerge qui questionne la prétention initiale du *fact-checking* à replacer le journalisme au cœur des échanges publics.

Mots clés: *Fact-checking*. Autorité journalistique. Sources primaires. Désinformation. Débat politique.

ALÉM DOS FATOS: O *fact-checking* político e o risco entre si. Uma comparação França-Brasil

RESUMO – O renascimento do *fact-checking* na década de 2000 refere-se principalmente ao discurso político, que passará parcialmente para o registro da “pós-verdade” no final da década de 2010. Confrontada com o desprezo pelos fatos e a desinformação, a verificação dos fatos reafirma a autoridade dos jornalistas e apresenta-se como um meio de promover a emancipação dos cidadãos-leitores, como mostra o *fact-checking* dos debates entre os dois turnos na França e no Brasil, analisados neste artigo. As provas convocadas estabelecem o método jornalístico como norma e ignoram a dimensão narrativa do jornalismo, em que estão em jogo a liberdade de expressão e a representação da diversidade de opiniões. Entre políticos e jornalistas, leitores convencidos e públicos distantes, emerge um “nós contra eles” que questiona a pretensão inicial do *fact-checking* de colocar o jornalismo no centro dos debates públicos.

Palavras-chave: *Fact-checking*. Autoridade jornalística. Fontes primárias. Desinformação. Debate político.

BEYOND DE THE FACTS: Political fact-checking at the risk of each other. A France-Brazil comparison

ABSTRACT – The revival of fact-checking in the 2000s mainly refers to political discourse, which partially shifted into the “post-truth” register in the late 2010s. Faced with disregard for facts and misinformation, fact-checking reaffirms the authority of journalists and presents itself as a means of promoting the emancipation of citizen-readers, as demonstrated by the fact-checking of the debates between the two rounds in France and Brazil, analyzed in this article. The tests called establish the journalistic method as the norm and ignore the narrative dimension of journalism, in which freedom of expression and the representation of diversity of opinions are at stake. Between politicians and journalists, convinced readers and distant audiences, an “us against them” dynamic emerges that questions the initial claim of fact-checking to place journalism at the center of public debates.

Key words: Fact-checking. Journalistic authority. Primary sources. Misinformation. Political debate.

MÁS ALLÁ DE LOS HECHOS: *Fact-checking* político a riesgo de cada uno. La comparación Francia-Brasil

RESUMEN – El resurgimiento del *fact-checking* en la década de 2000 se refiere principalmente al discurso político, que pasará parcialmente al registro de la “posverdad” a finales de la década de 2010. Frente al desprecio por los hechos y la desinformación, la verificación de hechos reafirma la autoridad de los periodistas y se presenta como un medio para promover la emancipación de los ciudadanos-lectores, como lo demuestra el *fact-checking* de los debates entre las dos rondas en Francia y Brasil, analizado en este artículo. Las pruebas convocadas establecen como norma el método periodístico y desconocen la dimensión narrativa del periodismo, en la que está en juego la libertad de expresión y la representación de la diversidad de opiniones. Entre políticos y periodistas, lectores convencidos y audiencias distantes, emerge un “nosotros contra ellos” que cuestiona la pretensión inicial de la verificación de hechos de colocar al periodismo en el centro de los debates públicos.

Palabras clave: *Fact-checking*. Autoridad periodística. Fuentes primarias. Desinformación. Debate político

1 Mutations du *fact-checking* et enjeux politiques du journalisme

La vérification des faits est consubstantielle au travail des rédactions. En devenant ostentatoire au tournant des années 2000 (Bigot, 2017), elle donne naissance au *fact-checking* moderne (Dobbs, 2012) qui va d'abord s'intéresser à la parole des politiques. En effet, au tournant des années 2000, la télévision (aux États-Unis, au Brésil, en Europe) a pris de plus en plus d'importance en politique (Neveu, 2003), avec des responsables qui acceptent volontiers de participer à des *talk-shows* et des émissions d'*infotainment*, sans véritable contrôle journalistique de leur parole. L'*infotainment* est alors perçu comme une trahison du journalisme tel qu'il s'est institué entre la fin du 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle, où l'information repose sur "l'identité entre fait et vérité, et une certaine forme de césure vis-à-vis du divertissement" (Mota Gomes, 2012, p. 136). Le *fact-checking*, en soumettant *ex post* la parole politique à son expertise, rappelle cette césure historique aujourd'hui contestée. Il participe ainsi de la construction de l'autorité journalistique (Carlson, 2017) puisqu'il se trouve en situation de dire, pour ses publics, quel responsable politique est crédible ou ne l'est pas. Derrière son travail minutieux de vérification, le *fact-checking* est donc éminemment politique (Graves, 2016) et complète, plus qu'il ne s'y substitue, le travail des journalistes politiques d'abord centré sur l'analyse des enjeux publics.

À la fin des années 2010, après le vote britannique en faveur du Brexit, avec la montée des populismes (Trump, Bolsonaro), le *fact-checking* se retrouve pourtant dans une impasse. Son magistère peine à s'imposer parce que la véracité des faits, cette forme particulière de connaissance (Anderson & Schudson, 2019) que promeut le journalisme, est contestée. Évident quand il s'agissait de rectifier les propos de politiques, parfois mensongers, imprécis ou inexacts, le *fact-checking* l'est moins quand il se confronte au *bullshit*, à tous ceux pour qui la vérité est relative, toujours saisie dans le registre de l'opinion (Joux, 2023). C'est que les "faits" du journaliste, ceux pour lesquels il prend un engagement parce qu'il peut en attester la réalité, sans trop y investir de sensibilité ou d'opinion, comptent de moins en moins: la discussion sur les faits, incessante sur les réseaux sociaux, finit par compter plus que les faits eux-mêmes. C'est ce dont témoigne la logique de Twitter (X) utilement soulignée par Géraldine Muhlmann (2023, p. 22) qui rappelle la nécessité de remonter le "fil" des tweets

pour retrouver l'évènement à l'origine d'une discussion. Or, cette discussion, faite de commentaires, de dénonciations, d'arguments plus ou moins solides, s'est entre-temps transformée elle-même en évènement, enlevant ainsi au *fact-checking* sa matière première.

Par conséquent, le journalisme tel qu'il s'est construit à la fin du 19^{ème} siècle et développé tout au long du 20^{ème} siècle autour de la figure du reporter (Schudson, 1978), celui qui va sur le terrain constater les faits, est ici oublié, mis de côté. Il compte moins, finalement, qu'un journalisme qui participe à la grande conversation sur les réseaux sociaux, faite d'expertises et d'avis sur nombre de sujets. Le journalisme d'information, celui de la factualité rendue universelle par des méthodes de neutralisation du regard de l'observateur, serait ainsi remplacé par un journalisme de communication, plus subjectif (Charron & de Bonville, 1996) et, parfois, plus polémique. Son incarnation contemporaine serait un journalisme conversationnel tel qu'on le retrouve sur les chaînes d'information en continu, avec leurs débats entre experts de presque-tout, ou sur les réseaux sociaux numériques.

Comme cela a été observé dans d'autres pays, au Brésil, l'augmentation de la polarisation sociale (Layton et al., 2021), la communication populiste (Mendonça & Caetano, 2020), l'utilisation massive des réseaux sociaux (Santini et al., 2021) et la faible confiance dans les médias (De Albuquerque & Tavares, 2021) expliquent la prolifération des agences de *fact-checking* sur la scène médiatique, qui apparaissent comme une réponse au défi posé au rôle social et à l'autorité du journalisme, compte tenu de la capacité croissante de divers acteurs à diffuser des informations (fausses), notamment dans l'environnement numérique (Ekström et al., 2020). Le *fact-checking* s'est en même temps institué à travers des normes partagées, telles que le "Code of principles" de l'*International Fact-Checking Network* (IFCN) du *Poynter Institute*, lancé en 2015, mais aussi parfois grâce à un travail collaboratif sous l'égide des plateformes, avec *CrossCheck* en exemple emblématique lors de la campagne présidentielle française de 2017 (Smyrniotis et al., 2019). S'ajoutent à ce contexte d'autres facteurs plus opportunistes qui expliquent le succès des cellules de *fact-checking*, comme l'exploitation générationnelle de l'habileté digitale, une dimension marketing avec le *fact-checking* comme étendard des rédactions, enfin la mise en avant d'une utilité publique du *fact-checking*, généralement en accès libre, alors que l'information de presse devient de plus en plus payante (Nicey, 2022).

Face aux dérives de la désinformation et à la perte de confiance des publics, le *fact-checking* le plus récent insiste de plus en plus sur ses méthodes, sur la manière dont il parvient à attester les faits, à confirmer les chiffres, à identifier l'origine des rumeurs et autres théories complotistes en questionnant directement la pertinence des sources disponibles en ligne (Joux & Sebbah, 2020). Il saisit certains enjeux citoyens de manière plus globale pour rappeler, dans la désinformation ou parmi les “*fake news*”, ce qui relève ou non d'intentions malsaines de la part des agents (Wardle & Derakhshan, 2017). Ce faisant, le *fact-checking* engage à son tour une conversation avec les publics et se revendique de plus en plus du *debunking*, cette activité qui consiste à dénoncer les “*fake news*” en insistant sur leur contexte d'émergence et les acteurs qui les propagent (Carlino & Pignard-Cheynel, 2023). Il aide ainsi les lecteurs-internautes à développer une forme de littératie numérique et informationnelle.

Les mêmes intentions se retrouvent toutefois qui ont présidé au renouveau du *fact-checking* au début des années 2000. Le *fact-checking* des années 2000, comme celui de la fin des années 2010, après la déferlante des réseaux sociaux et des “*fake news*”, sont tous les deux une tentative de ré-intermédiation journalistique, de ré-affirmation du journalisme comme acteur essentiel du débat public en démocratie. Les choix des citoyens doivent être éclairés lors d'un vote, c'est-à-dire s'appuyer sur des faits connus et attestés, sur des interprétations concurrentes connues et rattachées à leurs premiers défenseurs. C'est pourquoi le *fact-checking* dans sa version classique, qui se contente de vérifier les propos des politiques, perdure. C'est lui qui prend en charge, en premier, le travail dont tout le reste découle: le rappel des faits, le terreau commun qu'aucun responsable politique ne saurait ignorer. La conversation, l'échange des arguments viennent ensuite pour tenter de convaincre les électeurs qu'une certaine lecture du réel est finalement plus désirable qu'une autre.

Pour vérifier cette hypothèse et mesurer les enjeux démocratiques du *fact-checking* politique, nous avons choisi d'analyser le *fact-checking* d'un moment crucial en démocratie, les débats entre les finalistes lors d'une campagne présidentielle, et de procéder à une comparaison internationale afin d'éviter une approche qui serait limitée à un seul pays. Nous avons ainsi observé et analysé le *fact-checking* des débats d'entre-deux-tours de deux élections présidentielles en 2022: en France entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, et au Brésil entre Jair Messias Bolsonaro et Luiz Inácio Lula da Silva.

2 Une approche comparative France – Brésil

Fact-checker les propos de candidats lors d'un débat conduit à proposer un *fact-checking* presque en direct. Ce presque-direct a des avantages et des inconvénients pour le chercheur. Il favorise la mise en évidence des réflexes ou routines des journalistes, qui doivent aller vite (ce que nous constatons dans la citation du travail de leurs confrères, donnée comme preuve et facilement mobilisable dans l'urgence du débat), et limite les possibilités d'analyse, de contextualisation. Ce choix du chercheur permet d'observer le *fact-checking* dans son intention la plus immédiate, la moins réfléchie, faute de temps, et donc permet de cerner ce que le *fact-checking* moderne dit du journalisme et de la conception de l'information en démocratie.

Parce qu'ils ont des similitudes évidentes, nous avons décidé de nous concentrer sur les débats de second tour en particulier, à chaque fois en 2022, celui entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, celui entre Jair Bolsonaro et Luiz Inácio "Lula" da Silva au Brésil. Dans les deux cas, un représentant de la droite conservatrice est présent dans un contexte dédramatisé: au Brésil, Jair Bolsonaro joue sa réélection, les Brésiliens lui ayant déjà accordé la majorité en 2018; en France, Marine Le Pen a procédé à une "normalisation" de son discours pour contrer le "front républicain" constaté lors de la présidentielle de 2017 où elle était déjà parvenue au second tour. Il y a, à chaque fois, une normalisation du vote d'extrême droite qui fait pleinement partie du paysage politique. Face à eux, Emmanuel Macron comme Lula sont les représentants d'une rupture politique puisqu'ils sont arrivés au pouvoir en remplaçant pour la première fois les anciens partis, avec une promesse de renouvellement politique. C'est leur bilan et leur capacité à poursuivre la transformation de la société qu'ils doivent défendre, contre deux candidats qui revendiquent eux-aussi la nécessité d'une transformation profonde, mais différente, de la société. Ces débats ont donc une portée véritablement démocratique puisqu'ils doivent informer les citoyens des choix de société de candidats qui s'inscrivent en dehors des partis habituellement en position de gouverner, ce qui conduit à un renouvellement idéologique dans tous les cas de figure, même si ce dernier est plus ancien au Brésil. En revanche, la fragilité des partis historiques, en France comme au Brésil, a laissé la place à une société en voie de polarisation

(en France, le “front républicain”, c’est-à-dire “tous contre Le Pen”, en témoigne; au Brésil, Lula et Bolsonaro représentent jusqu’à la caricature les “communistes” et les “militaires” plongés dans un grand bain de “fake news”).

Pour analyser le *fact-checking* de ces débats d’entre-deux-tours, nous avons au préalable identifié les médias qui ont mis en place un dispositif spécifique. En France, il s’agit des médias suivants: FranceTVinfo, Le Journal du Dimanche (JDD), Le Monde, Libération, Le Parisien et 20 Minutes, soit six médias en tout. Au Brésil, il s’agit d’Agência Lupa, Aos Fatos, Fato ou Fake et Estadão Verifica, soit quatre médias en tout. La plupart de ces médias disposent d’une rédaction dédiée de *fact-checking*, à l’exception du JDD et du Parisien. Notre échantillon n’a donc pas vocation à être exhaustif sur l’offre de *fact-checking* dans chacun des deux pays, mais il est complet eu égard à l’offre de *fact-checking* en presque-direct du débat présidentiel. L’attention des auteurs a été en outre portée sur les médias disposant d’une cellule dédiée, ce qui permet une montée en généralité des approches du *fact-checking* dans les deux pays.

À chaque fois, à partir du site Web des médias, nous avons récupéré tous les articles de vérification, puis nous avons regroupé les propos fact-checkés par thématiques afin de comparer les vérifications entre médias. Certains médias proposent des articles distincts, d’autres une page web déroulante pour leur *fact-checking*. Certains articles sont liés au propos d’un candidat, quand d’autres traitent des affirmations des deux candidats sur un même sujet. Nous avons donc estimé pertinent d’isoler d’abord les affirmations des candidats qui ont été fact-checkées, média par média. En tout, nous avons recensé 92 propos fact-checkés en France, 241 au Brésil (tableau 1).

Tableau 1*Corpus des propos fact-checkés*

Pays / médias	Nombre de propos fact-checkés
France*	92
20 Minutes	14
Check News	24
Décodeurs (décryptage)	9
Décodeurs (vérification)	19
francetvinfo	12
JDD	5
Le Parisien	9
Brésil**	241
Agência Lupa	50
Aos Fatos	88
Fato ou Fake	38
Estadão Verifica	65

* En France, hors JDD et Le Parisien qui ne proposent pas une offre développée de *fact-checking*, deux propos ont été vérifiés par tous les autres médias et un propos recueille un verdict contraire entre au moins deux médias.

** Au Brésil, trois propos ont été vérifiés par tous les médias et quatre propos recueillent un verdict contraire entre au moins deux médias.

Nous avons ensuite, média par média, recensé les “verdicts” (plutôt vrai, faux...), la nature des propos fact-checkés (chiffres, rappels chronologiques, rappels de la loi, déclarations et décisions) et les sources mobilisées comme éléments de preuve, ce qui nous a permis de les comparer, de manière transversale, entrée par entrée (tableau 2).

Tableau 2*Synthèse des verdicts**

France	Le Pen	Verdict	Macron	Verdict
20 Minutes	9	2 vrais, 4 faux, 1 vrai et faux, 1 manque de con- texte, 1 à nuancer	5	1 partiellement vrai, 1 plutôt faux, 1 exagéré, 1 à nuancer, 1 sans verdict (prêt russe)
Check News	13	4 plutôt vrais, 3 plu- tôt faux, 5 faux, 1 sans verdict	11	3 plutôt vrais, 5 vrais, 1 plutôt faux, 2 sans verdict
Décodeurs (décryptage)	6	2 faux, 2 vrais, 2 nuancés	3	2 vrais, 1 plutôt vrai
Décodeurs (vérification)	13	6 plutôt vrais, 2 plutôt faux, 5 sans verdict	6	2 vrais, 1 plutôt vrai, 1 plutôt faux, 2 sans verdict
Francetvinfo	7	2 en partie vrai, 4 plutôt vrai, 1 faux	5	5 vrais
JDD	5	5 faux	0	
Le Parisien	7	2 faux, 5 sans verdict	2	2 vrais
Brésil	Bolso- naro	Verdict	Lula	Verdict
Agência Lupa	42	10 vrais, 20 faux, 6 vrais mais..., 6 exa- gérés	29	10 vrais, 7 faux, 3 vrais mais..., 9 exagérés
Aos Fatos	42	6 vrais, 29 faux, 7 pas tout à fait com- me ça	29	9 vrais, 9 faux, 11 pas tout à fait comme ça
Fato ou Fake	19	6 vrais, 10 faux, 3 pas tout à fait com- me ça	16	7 vrais, 5 faux, 4 pas tout à fait comme ça
Estadão Ve- rifica	41	3 vrais, 22 faux, 3 inexacts, 7 trompeu- rs, 2 pas tout à fait comme ça, 4 exa- gérés	23	6 vrais, 2 faux, 4 vrais en partie, 7 inexacts, 3 trompeurs, 1 pas tout à fait comme ça

* Verdicts déduits par les chercheurs dans certains cas, quand l'arbitrage est explicite. Mention "sans verdict" quand la nuance l'emporte avec impossibilité de statuer entre plutôt vrai ou faux.

Pour notre comparaison internationale, nous analysons chacun des débats séparément, donc à partir d'un prisme national, afin de confronter, dans un second temps, les résultats obtenus pays par pays.

Cette comparaison doit permettre de savoir si, dans ce cas particulier, nous pouvons constater des pratiques de *fact-checking* différentes entre les deux pays afin d'en comprendre, dans un second temps, leur potentielle signification. En effet, outre une comparaison quantitative des vérifications (nombre de propos fact-checkés, répartition des vérifications selon les candidats, nombre de vrais/faux ou autres verdicts, etc.), notre démarche se veut surtout réflexive. Elle propose une analyse des choix opérés par les cellules de *fact-checking* qui vise à identifier quelles conceptions du journalisme les *fact-checking* analysés peuvent véhiculer.

3 En France, un *fact-checking* prudent au service des lecteurs

En tout, les six rédactions françaises ont fact-checké 60 propos de Marine Le Pen et 32 propos d'Emmanuel Macron, dont 8 échanges impliquant les deux candidats. Pour l'ensemble des vérifications proposées, une forme de normalisation de l'écriture journalistique s'impose qui caractérise le *fact-checking*: le propos vérifié est repris et cité ou résumé, puis il est qualifié grâce à un verdict de type "vrai" ou "faux", ou "partiellement" vrai ou faux, mais cette qualification n'est pas systématique. Le JDD et Le Parisien n'y recourent pas, même si le lecteur peut souvent déduire le verdict. *CheckNews* (cellule de *fact-checking* du quotidien *Libération*) ne peut pas opter pour ce type de présentation puisque ses journalistes ont fait le choix d'évaluer la pertinence des propos tenus lors de séquences impliquant des échanges entre les deux candidats. Notons toutefois que le JDD et Le Parisien proposent un *fact-checking a minima* du débat français, probablement parce qu'ils ne mettent pas en avant une cellule dédiée à la vérification au sein de la rédaction, à l'inverse du Monde (Les Décodeurs), de *Libération* (*CheckNews*), de 20 Minutes (*Fake Off*) ou de FranceTVinfo ("vrai ou faux"). Ainsi, le JDD propose seulement cinq vérifications, toutes portant sur les propos de Marine Le Pen, ce qui atteste d'un engagement évident de la rédaction contre la candidate avec, à chaque fois, un argumentaire peu développé. C'est en effet une autre caractéristique de l'écriture journalistique propre au *fact-checking*: après la mention du propos vérifié, son éventuel verdict, un argumentaire est systématiquement donné pour expliquer son degré de véracité, lequel est souvent complété par des liens hypertextes

qui renvoient vers les sources mobilisées. La séquence type “propos vérifié + verdict + argumentaire + liste des sources” s’impose ainsi, à quelques nuances près (dont le choix original de CheckNews).

Finalement, seul l’affichage d’un “verdict” donne lieu à des choix différents parmi les rédactions. Le Parisien s’y refuse et ce refus s’explique par son approche du *fact-checking*. Les vérifications insistent sur les possibilités de lecture multiples des chiffres communiqués par les candidats et montrent, argumentaires à l’appui, que le choix de statuer entre “vrai” et “faux” ou “plutôt vrai” et “plutôt faux” serait souvent réducteur. Par ce choix, Le Parisien invite donc son lecteur à se forger son propre avis après avoir pris conscience de la nécessité d’une expertise pour donner aux chiffres convoqués par les candidats une vraie signification. En quelque sorte, Le Parisien fait le choix d’accompagner son public vers une prise de décision autonome sur le verdict final à rendre.

Pour les autres médias qui proposent des verdicts, le devoir de prudence s’impose et les verdicts de type “vrai” ou “faux” sont finalement plutôt rares au profit de verdicts plus nuancés de type “vrai mais” ou “partiellement vrai”. Ainsi, sur 14 propos vérifiés, 20 Minutes ne statue que 6 fois de manière définitive (4 “faux”, 2 “vrais”). Sur 19 propos vérifiés, Les Décodeurs n’annoncent que 2 “vrais”. Quant à CheckNews, où l’on retrouve l’équivalent de verdicts au sein de ses argumentaires, 5 verdicts sont “faux” sur 24, tous pour Marine Le Pen. Francetvinfo a un positionnement inverse qui privilégie le degré de véracité: 12 propos sont vérifiés, dont 1 “faux”, 2 “en partie vrais” et 4 “plutôt vrais” pour Marine Le Pen, mais 5 “vrais” pour Emmanuel Macron qui ne souffre aucune remise en question de sa parole s’il l’on s’en tient aux verdicts. Or ces verdicts sont loin d’être neutres. Ils donnent en un bref aperçu une évaluation de la sincérité et de la crédibilité des candidats, sachant qu’une grande partie des lecteurs ne lira pas en détail les argumentaires proposés à l’appui des verdicts. Les journalistes fact-checkeurs ont ici un rôle politique évident qui permet, sans le souligner explicitement, de prendre parti pour un candidat plutôt qu’un autre, le *fact-checking* n’échappant pas à une certaine forme d’engagement. Par exemple, pour la vérification des *Décodeurs* concernant la fin de l’obligation des mathématiques au lycée lors du premier quinquennat d’Emmanuel Macron, Marine Le Pen dit vrai, la mesure ayant été prise avant que le gouvernement ne fasse marche arrière. Les Décodeurs, dans leurs vérifications, mentionnent seulement un “revirement récent” de Macron. Or, parallèlement à

leurs articles de vérification, Les Décodeurs ont également mis en ligne une série de décryptages du débat où, sur le même sujet, ils annoncent que Marine Le Pen dit vrai... En indiquant “revirement récent” plutôt que “vrai” pour Marine Le Pen, Les Décodeurs font le choix de ne pas favoriser la crédibilité de la candidate.

La lecture des chiffres est complexe, ce que rappelle Le Parisien, comme celle des propos des responsables politiques. Ce faisant, les journalistes fact-checkeurs rappellent que leurs vérifications, aussi minutieuses soient-elles, sont toujours une tentative d’approcher une forme de vérité, qui reste finalement d’ordre anthropologique, soumise à des erreurs d’interprétation, de compréhension, ainsi qu’à des biais subjectifs. Cette prudence se manifeste notamment dans l’une des vérifications de FranceTVinfo qui précise, par rapport à un propos d’Emmanuel Macron sur les violences intrafamiliales, que “la rédaction a rectifié cette erreur d’analyse” après un premier article qui lui donnait tort. Là encore, même quand le verdict est communiqué, le lecteur est appelé à la prudence, y compris vis-à-vis du texte journalistique.

Cette prudence vis-à-vis des chiffres, des verdicts et du texte journalistique souligne un autre aspect du *fact-checking*, à savoir l’adresse permanente à son public qui s’incarne *in fine* dans la mise à disposition des sources. En effet, quels que soient les médias et les propos fact-checkés, un argumentaire est toujours avancé. Mais que vaut-il, quelle confiance accorder au texte journalistique par rapport à la parole politique? Cette question se résout dans un effort de transparence avec l’exposé de la démarche journalistique de vérification suivie par la rédaction. Ici, la transparence de l’acte journalistique vise tout à la fois à gagner la confiance des publics (Karlsson et al., 2017), puisqu’elle rend explicite la manière de procéder, et à instaurer une certaine verticalité dans la relation entre le fact-checkeur et son public. En effet, la méthode journalistique est imposée au lecteur et la mise à disposition des sources, qui complète de manière presque systématique l’argumentaire, invite le lecteur à reproduire à son tour la vérification, mais avec les mêmes informations que celles déjà utilisées par le journaliste fact-checkeur. Les journalistes fact-checkeurs s’inscrivent donc dans une relation originale avec leurs publics: ils abandonnent leur monopole sur la production des vérités journalistiques, puisque n’importe quel lecteur peut les produire à son tour, mais ils misent en même temps sur l’acceptation de la règle journalistique comme moyen de statuer légitimement sur le vrai et le faux dans l’espace public.

À titre d'exemple, dans la séquence où Emmanuel Macron reproche à Marine Le Pen d'être climatosceptique, CheckNews propose une lecture très nuancée, car elle va s'appuyer sur une approche historique. La rédaction rappelle que le programme 2022 de Marine Le Pen, accessible grâce à un hyperlien, défend une approche écologique, tout en soulignant que cette approche n'est pas celle de la Commission européenne, car le programme appelle à sortir du "Green Deal". De ce point de vue, Marine Le Pen n'est pas climatosceptique. Mais en inscrivant ses propos dans une séquence plus longue, CheckNews rappelle que son parti n'a pas voté la COP21 en 2016 et que la candidate a tenu, dix ans plus tôt, des propos qui remettaient en question les conclusions du GIEC. Afin d'étayer son argumentaire, CheckNews renvoie à des articles d'autres médias qui permettent de lister ces déclarations, avec des médias d'écologie militante (TerraEco, Reporterre) mais aussi des médias généralistes plus à droite (Europe1, Les Echos) afin d'éviter que des biais soient introduits cette fois-ci directement à travers les sources utilisées. De ce point de vue, l'accusation de climato-scepticisme portée par Emmanuel Macron peut s'entendre. À charge pour le public de statuer sur la normalisation ou non de Marine Le Pen, donc de statuer sur la sincérité de la démarche de la candidate du Rassemblement National.

Cette adresse au public, sommé d'élaborer à son tour son propre verdict, grâce à une diversité de sources mises à disposition, caractérise la démarche du *fact-checking* qui s'apparente ici à une initiation à la méthode journalistique de vérification. En banalisant la posture du fact-checkeur auprès des lecteurs, le *fact-checking* vise à développer un esprit critique qui peut potentiellement s'autonomiser, donc se passer du *fact-checking* produit par les journalistes, sans se passer en revanche des bons réflexes issus de l'attitude journalistique. Si l'exemple de l'argumentaire de CheckNews sur le climato-scepticisme de Marine Le Pen illustre cette démarche, il ne saurait toutefois être considéré comme la norme. Dans l'urgence du débat, les cellules de *fact-checking* donnent la priorité à la vérification des faits sans développer fortement l'esprit critique. Ainsi, les enjeux politiques essentiels du débat de l'entre-deux tours sont en grande partie passés sous silence.

Nous avons classifié l'ensemble des argumentaires en fonction de leur nature, à savoir "analyse juridique", "chiffres", "comptabilisation de votes", "décisions administratives" ou "décisions et déclarations politiques". Les vérifications qui portent sur des chiffres représentent

la moitié du total, quand les autres types de vérification représentent chacun environ 10% du total. Or, les analyses juridiques comme les décisions administratives renvoient à des textes de lois ou des règlements, la comptabilisation des votes à des chiffres donnés par les instances représentatives, les chiffres avancés à ceux que fournissent les institutions établies. Restent donc souvent les seules déclarations politiques où la vérification peut vraiment développer une approche nuancée et inviter les lecteurs à se départir d'une posture naïve pour apprendre à saisir les enjeux qui sont ceux abordés par les responsables politiques. Parmi ces enjeux majeurs de la présidentielle 2022 en France, il y a la question des liens entre le Rassemblement national et la Russie (juste après l'attaque contre l'Ukraine) et la question du rapport du Rassemblement national à l'Europe. Or ces enjeux sont traités à la marge dans le *fact-checking* et les vérifications se contentent de renvoyer à des articles publiés dans les journaux qui ont une dimension plus analytique. Sur la question de l'Europe, les vérifications se concentrent par exemple sur la constitutionnalité du référendum proposé par le Rassemblement national, alors que le projet de Marine Le Pen est bien de s'opposer à l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui. Ce n'est jamais écrit, parce que cela suppose des analyses, de la réflexion et qu'aucun document de preuve ne peut être apporté sur le champ qui permet de se prononcer rapidement. En revanche, quand il s'agit de chiffres ou de décisions administratives, les cellules de vérification ont l'occasion de citer des rapports, des articles de lois, des études, autant d'arguments de preuve évidents qui permettent de discriminer facilement entre le vrai et le faux. Mais rectifier un chiffre, un peu exagéré, un peu minoré, permet certes une plus grande transparence du débat politique, mais ne permet pas, véritablement, d'en changer les termes. Les enjeux majeurs de la campagne présidentielle française, parce qu'ils sont fondamentalement politiques, parce qu'ils renvoient à des choix de société et pas à des chiffres ou des lois, ont donc été peu ou pas traités par les cellules de *fact-checking*.

Dès lors, l'intérêt du *fact-checking* pour le lecteur semble se déporter des argumentaires et verdicts vers les sources communiquées, le *fact-checking* étant aussi une sorte de curation qui renvoie à des sources primaires attestées. La richesse informationnelle associée aux hyperliens offre en effet aux lecteurs de solides moyens de comprendre les enjeux du débat, à condition d'accorder sa confiance aux médias institués qui sont principalement cités comme éléments de preuve,

qu'il s'agisse de citer son propre média (pratique dominante pour Les Décodeurs qui renvoient majoritairement à la rédaction du Monde dont ils dépendent) ou des médias concurrents, ce qui confirme le rôle prescripteur du journalisme dans les échanges publics, quel que soit par ailleurs le média choisi pour s'informer. À travers ces hyperliens, le lecteur aura la possibilité de découvrir les analyses que le *fact-checking* ne lui propose pas en première intention. Les Décodeurs, en plus de leur *fact-checking* du débat, ont d'ailleurs publié en amont une série d'articles de "décryptage" qui s'emparent des questions plus politiques sous une forme plus analytique. Ces pages "miroir" du travail de *fact-checking* sont le signe d'une prise en compte de la nécessité pour le *fact-checking* de participer aussi à l'alimentation des conversations en ligne sur les enjeux essentiels de la campagne, même quand ils sont éloignés des chiffres et autres "faits" évidents parce qu'inscrits dans une production normée par les institutions.

Cette émancipation du *fact-checking* de la seule vérification, pour aller aussi vers une forme plus engagée de journalisme au service de ses publics (Batsell, 2015), reste quand même limitée. En effet, les cellules de *fact-checking* se contentent souvent de citer des experts qui s'engagent à leur place. À titre d'exemple, sur la dette française augmentée de 600 milliards d'euros en cinq ans selon Marine Le Pen, mais pas seulement à cause du covid, CheckNews renvoie à une analyse de François Ecalle, ancien magistrat à la Cour des comptes. Cette source experte sera reprise en quasi-direct par le JDD, 20 Minutes, Le Parisien et FranceTvinfo, qui citent Libération comme élément de preuve: l'expert, bien seul parmi ses pairs, se retrouve donc cité dans cinq des médias sur les six qui ont fact-checké le débat. Le public des sites de vérification est donc soumis à une sorte d'injonction contradictoire. Les vérifications, avec leurs argumentaires et leurs hyperliens vers les sources, invitent le lecteur à développer des aptitudes journalistiques pour estimer la véracité des propos tenus dans l'espace public, mais, en même temps, ils lui proposent de se rabattre sur les articles des médias qui ont déjà fait le travail de vérification, car le procédé, chronophage, doit être délégué. La question du temps contraint aussi les cellules de *fact-checking* à se contenter de citer leurs confrères quand ils débusquent rapidement une source crédible, ce que montre à l'excès le renvoi à l'analyse de François Ecalle publiée par CheckNews. Notons que Les Décodeurs n'ont pas vérifié l'argument des 600 milliards d'euros de dette. Cet argument a donc été vérifié et décidé par la seule cellule

de *fact-checking* du journal Libération, qui se retrouve à chaque fois citée. Or le sujet de la dette prêtait à discussion, d'autres éclairages d'experts étant bienvenus, car au-delà du chiffre et de la nature de sa constitution, l'enjeu de la dette est majeur en France. Mais c'est là un terrain sur lequel le *fact-checking* ne s'aventure pas. L'empowerment des publics est donc finalement limité et s'arrête souvent aux chiffres, au rappel des lois et règlements et n'entre pas dans le fond du débat qui porte, *in fine*, sur une lecture des faits, plutôt que sur les faits eux-mêmes.

4 Au Brésil, le *fact-checking* comme alternative au populisme

Les élections au Brésil, en 2022, ont été caractérisées par une forte polarité entre les extrêmes, malgré l'existence de candidats se réclamant d'une "troisième voie". Lors du premier tour de l'élection, le président sortant, Jair Messias Bolsonaro, représentant le Parti Libéral (PL), obtiendra 43.20% des voix et sera qualifié pour le second tour face à l'ancien président, Luiz Inácio Lula da Silva, membre du Parti des Travailleurs (PT), arrivé en premier avec 48.43% des voix. Au deuxième tour, le 30 octobre, Lula a été élu pour la troisième fois président de la République fédérative du Brésil, avec 50.90% des voix, soit une différence de 2.1 millions de voix en sa faveur, ce qui fait de l'élection présidentielle de 2022 la plus serrée de l'histoire du Brésil. Ce vote inverse les résultats de 2018, lorsque Bolsonaro a été élu Président de la République avec 55.13% des voix, battant le candidat de gauche Fernando Haddad (PT). La stratégie électorale de Bolsonaro a donc été mise en échec.

Plusieurs chercheurs ont identifié le recours à la désinformation comme une stratégie de communication électorale des partisans de Bolsonaro lors de la précédente campagne, principalement sur les réseaux sociaux numériques. Maranhão et al. (2018) considèrent que les menaces mises en avant par le camp Bolsonaro contre la "famille traditionnelle brésilienne", avec la mise en œuvre d'un communisme et d'une "idéologie du genre" dans le pays et l'encouragement de l'homosexualité dans les écoles par l'ex-gouvernement de gauche, étaient les "*fake news*" prédominantes qui ont favorisé la candidature de Bolsonaro.

Cet appel aux émotions, avec un narratif sommaire et clivant, se rapproche ainsi des *post-truth politics* (Oxford Dictionnaire, 2016) dont Trump a été l'incarnation en 2016. Il s'agit moins de

désinformation que d'un populisme qui favorise la communication contre l'information, ou plutôt la communication sans l'information, détachant la politique du respect des faits (Revault d'Allones, 2018). Selon de Sousa et al. (2023), les discours de Bolsonaro et Lula lors des deux débats du second tour ont été assez populistes, avec une forte dimension morale attachée aux différents thèmes débattus, ce qui a réduit l'échange à une lutte entre le bien (le peuple) et le mal (une minorité conspiratrice). Pourtant, lors des deux débats télévisés du deuxième tour, chaque candidat a accusé l'autre de mentir. Or l'accusation de mensonge renvoie à l'espoir d'un débat politique appuyé sur la vérité et, *a minima*, sur la reconnaissance d'une réalité partagée, celle des faits objectifs, celle dont se chargent les journalistes selon Lippmann (2012 [1922]). Le *fact-checking* des propos des candidats en devient d'autant plus intéressant.

Parmi les médias étudiés, Agência Lupa et Aos Fatos sont des médias brésiliens spécialisés dans le *fact-checking*, qui se revendiquent comme indépendants, avec des modèles d'affaires singuliers (Lelo, 2022). Fondés en 2015, membres de l'IFCN, ils ont déjà, lors de la campagne de 2018, produit un *fact-checking* des débats en presque-direct, ces médias défendant alors un certain idéal d'objectivité et un rôle dans l'accompagnement des publics (Petters, 2020). Après ces premières initiatives, les grands groupes de médias brésiliens se sont emparés du *fact-checking* à leur tour (Rodríguez-Pérez & Seibt, 2022), ce qui correspond dans notre corpus à Fato ou Fake (du groupe Globo) et à Estadão Verifica (du journal O Estado de São Paulo).

Dans ses verdicts, chaque média convoque ses propres qualificatifs, soit de manière binaire ("faux", "vrai") ou avec des nuances ("ce n'est pas tout à fait comme ça"). Dans les quatre *fact-checking*, Bolsonaro est le candidat dont les déclarations sont les plus vérifiées (144 déclarations) et celui avec le plus de propos qualifiés de "faux" (81 déclarations). En comparaison, les propos de Lula sont vérifiés 97 fois, avec seulement 23 propos "faux". Ce déséquilibre en termes de volume de propos vérifiés et de propos "faux" joue en défaveur de Bolsonaro. Le vrai l'emporte à l'inverse chez Lula. Ainsi, alors que les autres propos de Bolsonaro sont à chaque fois qualifiés avec beaucoup de précautions (12 déclarations qualifiées de "pas tout à fait comme ça", 10 d' "exagère", 7 de "trompeur", 6 de "vrai, mais..." et 3 d' "inexact"), Lula affiche quant à lui les seules déclarations "vrai" (32) et des verdicts qui, s'ils contestent

la précision de ses propos, renvoient quand même à une forme de véracité, avec 16 “pas tout à fait comme ça”, 3 “vrai, mais...”, 4 “vrai en partie” et 9 “exagere”. À l’évidence, le *fact-checking* des quatre médias plaide en faveur de Lula, dont la parole serait plus sûre que celle de Bolsonaro, comme le *fact-checking* français plaiderait en faveur de Macron. À plus forte raison durant les périodes électorales, la vérification des faits vise à garantir une égalité approximative dans l’analyse des déclarations du gouvernement et de l’opposition. Cependant, en se concentrant davantage sur un candidat lors d’un second tour, Cazzamatta et Santos (2023, p. 2026) soulignent qu’il existe un risque de créer une perception de partialité. Leur enquête montre que, déjà en 2018, Bolsorano et ses soutiens avaient été l’objet principal du *fact-checking* d’Aos-Fatos, pour lui associer de nombreux verdicts négatifs, certes parce que la désinformation était érigée en stratégie par l’extrême droite.

Les verdicts retenus confirment ainsi la dimension éminemment politique du *fact-checking* quand il décide, pour reprendre les termes de Lucas Graves (2016), de choisir ce qu’il vérifie et de dire à la fin “ce qui est vrai”. Ainsi, certaines divergences ont été identifiées entre verdicts parmi les quatre médias qui favorisent *in fine* le candidat du PT. Par exemple, quand Lula a déclaré “Quand je gouvernais, de 2003 à 2010 [...] nous avons créé 22 millions d’emplois”, Agência Lupa considère le propos comme exagéré, car le chiffre correct est de 15.3 millions d’emplois selon le ministère de l’Économie; Aos Fatos le qualifie de “pas tout à fait comme ça” et indique que Lula “a exagere” et que les 22 millions d’emplois sont possibles seulement si on considère également les emplois créés lors des deux mandats de Dilma Rousseff; Fato ou Fake, en revanche, utilise le qualificatif “faux”; Estadão Verifica considère l’information comme “trompeuse” et dénonce une tentative d’auto-promotion du candidat. Pourtant, les quatre cellules de *fact-checking* s’appuient sur la même source.

À l’évidence, les cellules de *fact-checking* au Brésil prennent le risque, comme en France, d’un cadrage (Entman, 1993) des propos des candidats qui influe fortement sur le verdict final. Si certaines vont jusqu’à parler des intentions des candidats pour Estadão Verifica, d’autres préfèrent s’appuyer sur les chiffres issus des sources autorisées (le Ministère) comme preuve de factualité. Ces chiffres doivent permettre au public de se forger son propre jugement en reprenant à son compte la démonstration des journalistes fact-

checkeurs pour estimer ensuite la pertinence du verdict. Mais, paradoxalement, c'est bien Estadão Verifica qui semble favoriser la plus forte autonomie interprétative pour les publics du *fact-checking*, car ce média ne propose pas systématiquement un verdict explicite (notamment sur les propos de Lula). La qualification des propos des candidats devient plus nuancée ou complexe, laissant donc au public le soin de statuer plus librement. Ici, l'autorité paraît partagée entre journalistes fact-checkeurs et lecteurs alors que l'assertion catégorique domine avec des verdicts précis dans les trois autres médias étudiés.

Concernant les sources mobilisées dans les vérifications, la citation des médias l'emporte avec une priorité donnée aux productions de ses concurrents, ce qui renforce *in fine* l'autorité des productions journalistiques vis-à-vis des paroles alternatives qui commentent aussi la vie politique, sur les réseaux sociaux ou ailleurs. En effet, la production des journalistes, quel que soit le média pour lequel ils travaillent, se retrouve ainsi parmi les sources de référence auprès d'autres sources primaires dont la fiabilité présumée est directement liée à la puissance de l'institution qui les produit (ministères, organismes publics, textes de loi). Fato ou Fake est la seule cellule de *fact-checking* à donner la préférence aux informations des médias de Grupo Globo, dont elle dépend, avec 20 citations (parmi elles, le site d'information g1 a été le média le plus cité, ce site ayant la particularité de fédérer des articles récupérés auprès des différents médias du groupe Globo). Seuls 4 hyperliens renvoient vers les productions d'autres médias.

Bien qu'il y ait une prédominance des citations de médias comme éléments de preuve, d'autres sources sont mobilisées, souvent pour vérifier la même déclaration. La multiplication des sources citées vise à renforcer la crédibilité des journalistes et leur objectivité, le recours à un autre type de source pouvant être considéré comme une sorte de "contre-preuve" par rapport aux médias cités. Notons toutefois que seuls Agência Lupa et Aos Fatos citent plus de sources non médiatiques que de médias comme éléments de preuve. Pour les quatre cellules de *fact-checking*, le recours aux hyperliens pour renvoyer vers les sources utilisées est en revanche systématique, ce qui atteste d'une conception partagée des normes d'écriture dans le *fact-checking* au Brésil et en France.

Les sources mobilisées pour vérifier les déclarations portent en grande partie sur des données chiffrées (plus de la moitié des

vérifications), ce qui peut être associé à la nature des déclarations des candidats, friands de chiffres, mais aussi à un choix des journalistes fact-checkeurs qui, avec les chiffres, ont la possibilité de statuer plus facilement sur la véracité des propos tenus. Comme en France, la priorité donnée aux chiffres peut conduire à passer sous silence les véritables enjeux politiques qui nécessitent une analyse, une contextualisation, donc un rapport à l'objectivité journalistique qui repose moins sur la capacité à attester des faits ou des chiffres, mais sur une forme d'honnêteté intellectuelle et de rigueur méthodologique dans l'élaboration du jugement (Cornu, 2009). À titre d'exemple, la dette de Petrobrás a été attribuée au PT par Bolsonaro. Aos Fatos va contester le montant de la dette invoqué par Bolsonaro, mais ne va pas inclure dans son analyse les problèmes de corruption chez Petrobrás qui concernent Lula et le PT. Sur le même sujet, Estadão Verifica va préférer le terme "exagere" et citera les problèmes de corruption comme l'un des facteurs ayant contribué à l'endettement de Petrobrás. Ici, le *fact-checking* endosse une dimension analytique qui lui permet d'aller au-delà des chiffres et le rapproche, dans ce cas, du journalisme politique.

Cette sortie du *fact-checking* du rituel de la vérification attachée aux chiffres, aux lois, à la précision des déclarations témoigne, peut-être plus qu'en France, de la volonté des journalistes fact-checkeurs brésiliens de donner vraiment à leur public les moyens de juger de manière critique le débat entre les deux candidats. Il ne s'agit pas seulement d'endosser la méthode journalistique de vérification des propos. Il s'agit aussi de saisir les échanges entre responsables politiques dans une démarche plus réflexive où la dimension critique du journalisme, comme chien de garde de la démocratie, va finalement s'imposer face à certaines dérives constatées, ce qui se traduit notamment chez Agência Lupa par la mise à disposition d'une synthèse des débats pour aider le public à statuer. Dans cette synthèse, Agência Lupa souligne les stratégies de communication des candidats et l'évitement des sujets auxquels, pourtant, ils devraient *être* sommés de répondre. *In fine*, ce sont deux super-menteurs qui sont dénoncés, malgré une répartition inégale des vrais et des faux entre Lula et Bolsonaro, en même temps qu'est souligné le risque de la situation pour la démocratie brésilienne. Ainsi, dans sa synthèse sur le premier débat du deuxième tour, Agência Lupa souligne la reprise d'informations fausses et connues comme telles par les candidats, ce qui conduit à faire des *post-truth politics*

la règle plutôt que l'exception. En outre, souligne Agência Lupa, les candidats opposent chacun à leur adversaire leurs mensonges tout en évitant de répondre aux mêmes accusations de mensonge quand elles leurs sont adressées. À l'issue du débat du deuxième tour, les journalistes de Lupa (Schiochet et al., 2022) concluent, finalement dépités et critiques, sur un "anti-débat".

Cette synthèse trahit l'une des principales limites du journalisme dans le contexte politique actuel où les médias échouent souvent à soumettre la parole politique à un regard qui se revendique de l'information et non de la communication. Le *fact-checking* moderne procède finalement à la reconstruction de cette autorité du journalisme, à l'affirmation de la prééminence des critères journalistiques dans le jugement de la parole publique. Pourtant, même après que le *fact-checking* a révélé les mensonges des candidats, ceux-ci persistent à mentir, preuve donc d'une perte de magistère du journalisme? C'est peut-être aussi parce que le *fact-checking* reste finalement une niche éditoriale, attirant souvent des lecteurs déjà convaincus et habitués des méthodes journalistiques. Il manque ainsi l'objectif qui est le sien, à savoir aider les publics à développer la littératie qui permet de ne pas céder aux sirènes des *post-truth politics*.

À cet égard, le contexte a changé et les médias aujourd'hui, notamment la presse en France comme au Brésil, surtout pour leurs exercices de *fact-checking*, ne sauraient être encore considérés comme les médias d'un public élargi, mais bien plutôt comme les médias de quelques-uns. Au Brésil, la recherche réalisée par Santos (2018) dresse le profil et les habitudes des publics du *fact-checking*. Les résultats montrent que les lecteurs brésiliens sont majoritairement un public jeune et spécialisé, éduqué et politiquement à gauche pour presque 70% du total. Or 98.4 % des Brésiliens utilisent leur smartphone pour lire et rechercher des informations en ligne: le *fact-checking* est donc ignoré par une grande partie du lectorat en ligne et il semble répondre à des attentes politiques situées. En France, une étude de la Fondation Descartes pour l'information (Cordonier & Brest, 2021) est encore plus pessimiste: les Français passent seulement 3% de leur temps de connexion à s'informer, or l'enquête réalisée souligne une corrélation entre le temps passé à s'informer en ligne et la diversité des sources consultées. La logique du *fact-checking* qui invite le lecteur à s'emparer à son tour d'une diversité de sources primaires pour vérifier et juger de la parole des politiques est

ici battue en brèche. Au moins, l'étude souligne-t-elle que les médias traditionnels, qui sont des sources fiables, restent dominants dans l'accès à l'information des Français.

5 Nous *versus* eux: le *fact-checking* face à ses limites

Que ce soit au Brésil ou en France, le *fact-checking* des débats d'entre-deux tours privilégie la vérification des faits et repose en grande partie sur la citation d'articles de médias ou de sources primaires instituées comme éléments de preuve. La contrainte d'un *fact-checking* en presque direct peut expliquer ces choix. Toutefois, sur des débats qui constituent un moment décisif de la vie démocratique, c'est l'image du *fact-checking* qui se joue. Or, dans les deux cas, en citant des sources autorisées, parmi lesquelles les médias, c'est un "monde" fermé qui est proposé au lecteur, par ailleurs invité à en accepter les règles en reproduisant à son tour la démarche de vérification qui a été celle du journaliste. Il y a alors le risque d'un "nous" *versus* "eux" inversé, le journalisme renforçant ceux qu'il combat, les mensonges, la désinformation, la vacuité parfois du débat politique. En effet, les chiffres sur les publics du *fact-checking* soulignent la polarisation politique de ses lecteurs au Brésil. A contrario, les mensonges ou excès des politiques peuvent devenir, pour les autres, le gage d'une indépendance à l'égard de la prétention du journalisme à réguler les échanges publics, donc une alternative à l'*agenda setting* qui dit de quoi parler et surtout comment en parler (Damasceno & Patricio, 2020). C'est d'ailleurs sur ce sujet que porte la critique épistémologique du *fact-checking* (Uscinski & Butler, 2013) qui considère que le discours politique est perverti dès lors que les journalistes tentent d'opposer des faits objectifs à des questions qui relèvent de l'opinion ou de l'idéologie. Cette critique est à nuancer, car certaines croyances sont plus vraies que d'autres, y compris en politique, comme le rappellent Nyhan et Reifler (2010) qui parlent de "*best available evidence and expert opinion*" (p. 305) quand ils qualifient le travail d'établissement des faits par les journalistes. Dans une étude plus récente sur la réception des fact-checks par les supporters de Donald Trump, lors de la campagne de 2016, Nyhan et al. (2020) montrent même que les publics engagés acceptent, après avoir été exposés à une rectification, d'adopter des croyances plus factuelles, même si cela ne change pas leurs intentions de vote.

Cette situation peut s'expliquer. En tant que genre journalistique institué et pratique objectivée (Graves, 2017), le *fact-checking* ne répond pas à la double nature du journalisme, qui est certes une forme particulière de connaissance sur l'actualité (attester les faits), mais qui est aussi une manière de raconter les faits, d'interpréter leur signification pour le lecteur. Or, le *fact-checking*, en sacralisant la vérification des faits, en étant très prudent, voire absent quand il s'agit de les contextualiser, peine à donner toute sa place à la dimension narrative du journalisme qui autorise des lectures journalistiques différenciées et conflictuelles de la même réalité (Joux, 2023). En insistant très peu sur cette "lecture" des faits, pour opposer à l'inverse "faits" et "fake-news", le *fact-checking* peine à rendre visible cette autre dimension du journalisme. C'est là sa limite principale selon nous: le *fact-checking* sait dénoncer les erreurs des responsables politiques, mais il peine à souligner les enjeux de la parole politique, essentiels pour la bonne information de ses publics. En ce sens, il ne remplace pas le journalisme politique, plus conversationnel, qui reste central comme dialogue critique permanent entre le journaliste et le politique.

Le *fact-checking* politique tel qu'il se déploie en France et au Brésil, avec des approches relativement similaires (type de verdicts, types de sources convoquées, règles d'écriture partagées), souligne toutefois, par sa démarche même, la différence entre la communication du politique et l'information du journaliste. Les journalistes considèrent le respect des faits comme sacré, ce qui légitime leur intervention dans l'espace public pour soumettre les politiques à cette injonction de réalité. Les journalistes fact-checkeurs la justifient par une épistémologie renforcée. Leur démarche relève de l'objectivité journalistique, centrée autour des faits, qui "parlent d'eux-mêmes" et, en même temps, de l'exigence poppérienne de reproductibilité, venue des sciences, puisqu'ils mettent à disposition leurs sources et la manière de les exploiter pour parvenir à leur verdict (voir sur ce point la synthèse complète de Sanja Post, 2014). En même temps, parce que le journalisme a perdu de son autorité, parce que les *post-truth politics* dénoncent les médias et ceux qui les font, le *fact-checking* avance prudemment et tente de reconstruire le magistère du journalisme avec le lecteur. Il invite ce dernier à adopter à son tour les méthodes de vérification et l'attitude qui permettent de se prémunir du mensonge, des tentatives de manipulation. Mais cette émancipation du lecteur se fait parce qu'elle suppose au préalable

la reconnaissance de la pertinence de la méthode journalistique de vérification, parce qu'elle suppose donc au préalable la reconnaissance de la primauté de la parole journalistique sur celles des autres acteurs dans l'espace public. C'est donc une émancipation des publics sous contrôle que propose le *fact-checking* politique.

Cette émancipation emprunte des chemins différents en France et au Brésil. Il s'agit de la différence constatée entre nos deux terrains. Au Brésil, la citation des médias comme éléments de preuve domine, probablement parce que les journalistes tentent d'abord de s'imposer comme rempart face au populisme. En France, ce sont les autres sources primaires d'information qui l'emportent. Or, en apprenant aux lecteurs du *fact-checking* à identifier et exploiter les sources primaires d'information, sans aller chercher l'information nécessairement dans les médias, le *fact-checking* semble permettre au lecteur de véritablement s'approprier la méthode journalistique pour pouvoir se passer des journalistes ! Au Brésil, à l'inverse, la citation répétée de sources médiatiques comme les synthèses d'Agência Lupa rappellent plus souvent le rôle central du journaliste dans le débat public, puisqu'il s'octroie le droit de dénoncer auprès de ses lecteurs la vacuité des responsables politiques.

La persistance des verdicts, en France comme au Brésil, qui résumant la vérification sans l'expliquer, autorise toutefois le lecteur pressé à ne pas lire l'article de vérification. Ici, la légitimité des journalistes repose moins sur l'imposition de leur méthode que sur les commodités qu'ils mettent à disposition: les journalistes sont encore légitimes parce qu'ils prennent en charge le travail que le lecteur pourrait certes faire, mais qu'il n'aura pas le temps ou les moyens d'entreprendre. L'émancipation est donc très relative.

| RÉFÉRENCES

Anderson C. W., & Schudson M. (2019). Objectivity, Professionalism, and Truth Seeking. In K. Wahl-Jorgensen & T. Hanitzsch (Eds.), *The Routledge Handbook of Journalism Studies* (pp. 136–151). Routledge.

Batsell, J. (2015). *Engaged journalism. Connecting with digitally empowered news*. Columbia University Press.

Bigot, L. (2017). Le fact-checking ou la réinvention d'une pratique de vérification. *Communication & langages*, (192), 131–156. DOI: 10.3917/comla.192.0131

Carlino, V., & Pignard-Cheyne, N. (2023). Du fact-checking au debunking: quand les publics s'immiscent dans la lutte des journalistes. In A. Joux (Eds.), *Journalisme et «post-vérité»* (pp. 107-122). Les Essentiels.

Carlson, M. (2017). *Journalistic Authority. Legitimizing News in the Digital Era*. Columbia University Press.

Cazzamatta, R., & Santos, A. (2023). Checking Verifications During the 2022 Brazilian Run-Off Election: How Fact-Checking Organizations Exposed Falsehoods and Contributed to the Accuracy of the Public Debate. *Journalism*, 25(10), 2022–2043. DOI: 10.1177/14648849231196080

Charron, J., & de Bonville, J. (1996). Le paradigme du journalisme de communication: essai de définition. *Communication*, 17(2), 51–97. Retrieved from <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=9337951>

Cordonier, L., Brest, A. (2021). *Comment les Français s'informent-ils sur Internet? Analyse des comportements d'information et de désinformation en ligne*. Étude de la Fondation Descartes.

Cornu, D. (2009). *Journalisme et vérité. L'éthique de l'information au défi du changement médiatique*. Genève.

Damasceno, D. R., & Patrício, E. (2020). Journalism and Fact-Checking: Typification of Sources Used for Checking and Criteria for Selecting Fact-Checked Material – An Analysis by Agência Lupa and Aos Fatos. *Brazilian Journalism Research*, 16(2), 368–393. DOI: 10.25200/BJR.v16n2.2020.1212

De Albuquerque, A., & Tavares C. Q. (2021). Corporatism, Fractionalization and State Interventionism: The Development of Communication Studies in Brazil. *Publizistik*, 66(1), 121–138. DOI: 10.1007/s11616-020-00622-3

De Souza, F. S. L., Gomez-Iniesta, P., & de la Casa, J. M. H. (2023). Populismo nos discursos de Lula e Bolsonaro durante as eleições brasileiras de 2022: análise dos debates televisivos. *Proceedings of the Congresso da Associação Brasileira de Pesquisadores em Comunicação e Política (Compolítica)*.

Dobbs, M. (2012). *The Rise of Political Fact-Checking. How Reagan Inspired a Journalistic Movement: A Reporter's Eye View*. New America Foundation.

Ekström, M., Lewis, S. C., & Westlund, O. (2020). Epistemologies of Digital Journalism and the Study of Misinformation. *New Media & Society*, 22(2), 205–212. DOI: 10.1177/1461444819856914

Entman, R. (1993). Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. DOI: 10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x

Graves, L. (2017). Anatomy of a Fact-Check: Objective Practice and the Contested Epistemology of Fact-checking. *Communication, culture & critique*, 10(3), 518-537. DOI: 10.1111/cccr.12163

Graves L. (2016). *Deciding What's True. The Rise of Political Fact-Checking in American Journalism*. Columbia University Press.

Joux, A. (2023). L'autorité journalistique et ses failles: factualité, «bullshit» et «presque-vérité». *Les enjeux de l'information et de la communication*, 23(5), 17-31. DOI: 10.3917/enic.hs13.0015

Joux, A., & Sebbah, B. (2020). Les représentations implicites du pouvoir des médias d'information. L'exemple du lancement du Décodex. *Sur le journalisme*, 9(1), 166-179. DOI: 10.25200/SLJ.v9.n1.2020.425

Karlsson, M., Clervall, C., & Nord, L. (2017). Do Not Stand Corrected. Transparency and Users' Attitudes to Inaccurate News and Corrections in Online Journalism. *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 94(1), 148-167. DOI: 10.1177/1077699016654680

Layton, M. L., Smith, A. E., Moseley M. W., & Cohen, M. (2021). Demographic Polarization and the Rise of the Far Right: Brazil's 2018 Presidential Election. *Research & Politics*, 8(1), 1-7. DOI: 10.1177/2053168021990204

Lelo, T. (2022). The Rise of the Brazilian fact-Checking Movement: Between Economic Sustainability and Editorial Independence. *Journalism Studies*, 23(9), 1077-1095. DOI: 10.1080/1461670X.2022.2069588

Lippmann, W. (2012 [1922]). *Public Opinion*. Martino Publishing.

Maranhão, E. M. A., Coelho, F. M. F., & Dias, T. B. (2018). Fake news acima de tudo, fake news acima de todos": Bolsonaro e o "kit gay", "ideologia de gênero" e fim da "família tradicional. *Revista Eletrônica Correlativo*, 17(2), 65-90. DOI: 10.15603/1677-2644/correlatio.v17n2p65-90

Mendonça, R. F., & Caetano, R. D. (2020). Populism as parody: The visual self-presentation of Jair Bolsonaro on Instagram. *The International Journal of Press/Politics*, 26(1), 210-235. DOI: 10.1177/1940161220970118

Muhlmann, G. (2023). *Pour les faits*. Les Belles Lettres.

Mota Gomez, I. M. (2012). L'infotainment comme tendance du téléjournalisme brésilien au début du XXI^e siècle. *Télévision*, (3), 129-141. DOI: 10.3917/telev.003.0129

Neveu, E. (2003). De l'art (et du coût) d'éviter la politique. La démocratie du *talk-show* version française. *Réseaux*, (118), 97-134. Retrieved from <https://shs.cairn.info/revue-reseaux1-2003-2-page-95?lang=fr>

Nicey, J. (2022). Le fact-checking en France, une réponse en condensé du journalisme face aux transformations numériques des années 2000 et 2010. *Les enjeux de l'information et de la communication*, (23), 67-79. DOI: 10.3917/enic.032.0067

Nyhan, B., Porter, E., Reifler, J., & Wood, T. J. (2020). Taking Fact-Checks Literally but Not Seriously? The Effects of Journalistic Fact-Checking on Factual Beliefs and Candidate Favorability. *Political Behavior*, 42(3), 939-960. DOI: 10.1007/s11109-019-09528-x

Nyhan, B., & Reifler, J. (2010). When Corrections Fail: The Persistence of Political Misperceptions. *Political Behavior*, (32), 303-330. DOI: 10.1007/s11109-010-9112-2

Oxford Dictionary. (2016, n. d.). "Post-truth". Retrieved from www.oxfordlearnersdictionaries.com

Petters, L. (2020). Injonction à la transparence dans le *fact-checking*: de l'idéal de l'objectivité à une tentative de proximité. *SociologieS*, online first. DOI: 10.4000/sociologies.14951

Post, S. (2014). Scientific Objectivity in Journalism? How Journalists and Academics Define Objectivity, Assess its Attainability, and Rate its Desirability. *Journalism*, 16(6), 730-749. DOI: 10.1177/1464884914541067

Revault d'Allonnes, M. (2018). *La faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun*. Points.

Rodríguez-Pérez, C., & Seibt, T. (2022). Critérios dos fact-checkers brasileiros: Uma análise dos propósitos, princípios e rotinas desta prática jornalística. *Brazilian Journalism Research*, 18(2), 350-373. DOI: 10.25200/BJR.v18n2.2022.1510

Santini, R. M., Tucci, G., Salles, D., & Almeida, A. R. D. (2021). Do You Believe in Fake After All? Whatsapp Disinformation Campaign During the Brazilian 2018 Presidential Election. In G. López-García, D. Palau-Sampio, B. Palomo, E. Campos-Domínguez & P. Masip (Eds.), *Politics of Disinformation: The Influence of Fake News on the Public Sphere* (pp. 51-66). John Wiley & Sons.

Santos, D. B. B. (2018). *Fact-checking: o conhecimento do leitor e o consumo de notícias verificadas* [final paper, Universidade Positivo]. Repositório Institucional Universidade Positivo.

Schiochet, A. H, Nomura, B., Macário, C., Pereira, C., Soares, G., Diniz, I., Heim, J., Rosauero, M., Afonso, N., & Martins, R. (2022, Octobre

28). *Bolsonaro x Lula: Mentira é protagonista em debate que encerra campanha de 2022*. Agência Lupa. Retrieved from <https://lupa.uol.com.br/jornalismo/2022/10/28/debate-globo-lula-bolsonaro-segundo-turno>

Schudson, M. (1978). *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*. Basic Books.

Smyrniotis, N., Chauvet, S., & Marty, E. (2019). Journalistic Collaboration as a Response to Online Disinformation. *Sur le journalisme*, 8(1), 68–81. DOI: 10.25200/SLJ.v8.n1.2019.384

Uscinski, J. E., & Butler, R. W. (2013). The Epistemology of Fact-Checking. *Critical Review*, 25(2), 161–180. DOI: 10.1080/08913811.2013.843872

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information Disorder. Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policymaking*. Council of Europe.

ALEXANDRE JOUX. Professeur à Aix Marseille Université, co-directeur de l'Institut méditerranéen en sciences de l'information et de la communication (IMSIC). Collaboration sur article: (1) enquête (collecte et analyse des données en France); (2) participation à la discussion des résultats; (3) rédaction, révision et édition. E-mail: alexandre.joux@univ-amu.fr

GISELA CARDOSO TEIXEIRA. Doctorante en sciences de l'information et de la communication à l'IMSIC. Collaboration sur article: (1) enquête (collecte et analyse des données au Brésil); (2) participation à la discussion des résultats; (3) rédaction, révision et édition. E-mail: gisela.CARDOSO-TEIXEIRA@univ-amu.fr

REÇU LE: APPROUVÉ LE